

Déclaration Publique de l'alliance ACT sur la Justice de Genre dans l'Amérique latine et les caraïbes

En tant que Communauté de Pratique (CdP) du genre de l'Alliance ACT, qu'Églises et qu'Organisations basées sur la foi (OBF), et forts de notre profonde expérience dans l'accompagnement des communautés les plus nécessiteuses d'Amérique latine et des Caraïbes, nous tenons à exprimer notre préoccupation face à la situation des droits des femmes et de la communauté LGBTI dans la région, et face au contexte qui aggrave les inégalités de genre, notamment par le biais des tendances suivantes qui grandissent dans notre région :

1. **Courants fondamentalistes** : Ces 15 dernières années ont vu se développer sur l'ensemble du territoire américain, du Chili et de l'Argentine au sud et jusqu'aux États-Unis au nord, des courants véhiculant des messages incompatibles avec les droits humains, et des campagnes de désinformation et de propagande qui entravent le travail qui est fait pour promouvoir les droits des femmes et répandent des idées fausses telles que la « théorie du genre ». Ces courants sont de plus en plus actifs dans les espaces internationaux et régionaux de la société civile, agissant eux-mêmes comme société civile et influençant les dynamiques nationales, régionales et internationales. Ces mouvements, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont souvent des aspirations politiques claires et sont à la base d'alliances dans de nombreux pays, y compris dans certains pays laïcs.¹
2. **Violence croissante à l'égard des femmes** : L'Amérique latine et les Caraïbes sont la région du monde où les taux de violence à l'égard des femmes sont les plus élevés. Selon l'ONU, en Amérique latine et aux Caraïbes, au moins 12 femmes sont tuées en moyenne chaque jour, uniquement parce qu'elles sont des femmes. La région enregistre le taux de violence sexuelle le plus élevé au monde et le deuxième taux le plus élevé au monde de violence faite aux femmes par le partenaire ou l'ex-partenaire. Le Honduras, le Guatemala, la République dominicaine, Le Salvador et la Colombie sont en tête de liste des pays comptant le plus grand nombre de féminicides dans la région.²
3. **Les faibles conditions d'accès aux, et la mauvaise qualité des, services de santé sexuelle et procréative** sont responsables du fait que les femmes autochtones et d'ascendance africaine présentent les taux les plus élevés de mortalité maternelle et de grossesse chez les adolescentes. Le taux de fécondité chez les adolescents en Amérique latine et dans les Caraïbes n'a pas diminué dans la même proportion que celui observé au niveau mondial. En effet, l'ONU estime qu'ils seront les plus élevés au monde et resteront stables entre 2020 et 2100.³

¹ En **Colombie**, ces courants ont joué un rôle important dans la perte du référendum sur la paix de septembre 2016, car ils ont plaidé pour que le nord-ouest fasse référence aux accords promouvant l'idéologie du genre. Au **Nicaragua**, le gouvernement socialiste, chrétien et de solidarité de Daniel Ortega exerce une forte répression contre le mouvement étudiant et féministe. Au **Honduras**, en avril 2017, les églises évangélique et catholique se sont unies pour soutenir la criminalisation de toutes les formes d'avortement. Ils ont plaidé en faveur de l'abrogation de la pénalisation de crimes motivés par la haine des LGTBI et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Au Brésil, lors des élections tenues le 7 octobre dernier, le candidat Jair Bolsonaro, représentant de l'extrême droite brésilienne, a obtenu 45% des voix au premier tour, ce qui est inquiétant pour ses déclarations racistes, classistes, misogynnes et homophobes. Ce discours de haine a généré une vague de violence et la mort de personnes LGBT.

² Observatoire de l'égalité des sexes pour l'Amérique latine de la CEPALC.

³ Rapport : expériences et histoires sur la grossesse chez les adolescentes. PLAN-UNICEF. 2014.

Et cela est sans compter les cas aberrants de grossesses de filles de moins de 14 ans, qui résultent de viols souvent commis par leurs plus proches parents.⁴

4. **La population LGTBI est victime de violations graves de ses droits fondamentaux**, notamment de ses droits à la vie, à la liberté, à l'intégrité, à l'égalité, à la liberté d'association et à la liberté d'expression. Selon les données de *Transgender Europe*, les transgenres sont les principales victimes de menaces, de tortures et d'homicides, avec 8 décès de personnes transgenres sur 10 déclarés dans le monde ayant eu lieu dans la région. Selon le même rapport, la vie moyenne d'une femme transgenre en Amérique latine est de 33 ans.
5. **Femmes migrantes les plus vulnérables** : 70% de tous les flux d'immigration d'Amérique latine sont de nature intrarégionale et sont causés par les mauvaises conditions économiques et socialesⁱ, ainsi que par la violence que subissent les pays de la région provoquée par des groupes criminels, l'État ou des entreprises privées. Les pays de la région connaissant les situations les plus extrêmes sont l'Amérique centrale et le Venezuela, dont les principales victimes de violence sont les femmes et les enfants, lesquels sont exposés à de grandes souffrances. Or, c'est précisément dans le contexte migratoire que le taux de violence sexuelle à l'égard des femmes est le plus élevé.
6. **Féminisation de la pauvreté** : dans la région, les femmes bénéficient d'une réduction de la pauvreté moins importante que les hommes d'un même pays. On constate une augmentation significative du nombre de ménages monoparentaux dirigés par des femmes, en particulier parmi les femmes à faible revenu. Non seulement ces ménages risquent plus de tomber dans la pauvreté que d'autres, mais l'écart s'est en plus creusé encore davantage. Les femmes de la région consacrent toujours au moins trois fois plus de temps que les hommes aux tâches domestiques et aux soins non rémunérés. Cette charge supplémentaire qui pèse sur les femmes les empêchent de s'épanouir – que ce soit par le biais de l'éducation, de l'emploi, de la participation politique, ou tout simplement du repos et des loisirs. Bien que, en Amérique latine et dans les Caraïbes, le travail de la terre soit majoritairement confié à des femmes, seules 17,8% d'entre elles sont propriétaires de la terre qu'elles travaillent⁵, ce qui les désavantage en termes de droits fonciers, de nourriture et d'égalité économique.
7. **Faible taux d'activité des femmes** : en Amérique latine et dans les Caraïbes aujourd'hui, le taux d'activité des femmes est inférieur de 26 points de pourcentage à celui des hommes et le taux de chômage des femmes est de 50% supérieur à celui des hommes. La proportion de femmes qui ne disposent pas de leur propre revenu est deux fois plus élevée que celle des hommes et l'écart de salaire entre hommes et femmes persiste, et ce même lorsque les femmes ont atteint un plus haut niveau d'instruction.ⁱⁱ Près de la moitié de la main-d'œuvre féminine dans la région n'est pas déclarée, ce qui génère une instabilité de l'emploi, de faibles revenus, et un manque de protection et de droits.⁶
8. **Les femmes sont davantage touchées par le changement climatique** : Selon un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le changement climatique aura un impact sur les processus agricoles, ce qui aura des conséquences sur les économies locales et fragilisera la sécurité alimentaire

⁴ Rapport hémisphérique sur les violences sexuelles et la grossesse chez les enfants dans les États parties à la Convention de Belém do Pará : [Informe hemisférico sobre violencia sexual y embarazo infantil en los Estados Parte de la Convención de Belém do Pará](#)

⁵ Rapport sur les migrations dans le monde 2018. OIM: [Informe sobre las migraciones del mundo 2018. OIM.](#)
https://publications.iom.int/system/files/pdf/wmr_2018_sp.pdf

⁶ Les progrès des femmes en Amérique latine, 2017. Des économies en transformation pour concrétiser leurs droits, ONU : [el progreso de las mujeres en américa latina, 2017. Transformar las economías para realizar los derechos, ONU Mujeres.](#) ina, 2017.

Transformar las economías para realizar los derechos, ONU Mujeres

de toute la région. Ce phénomène touchera tout particulièrement les femmes car, selon la FAO, elles produisent entre 60 et 80% des aliments dans les pays en développement et dans la moitié de tous les pays du monde.

9. Cette réalité est aggravée par la **persécution et la menace pesant sur les leaders sociaux et les défenseurs de l'environnement et des droits de l'homme** qui vivent dans la région. En 2017, 116 personnes sont mortes dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour avoir défendu leurs terres et affronté des pratiques qui affectent l'environnement. Le Brésil est en tête de liste en Amérique latine avec 46 assassinats, suivi par la Colombie (32), le Mexique (15) et le Pérou (8).⁷

Recommandations et appel à l'action

Grâce à la réflexion et à l'action de la Communauté de pratique régionale sur le genre, nous savons que pour «ne laisser personne de côté», nous devons agir ensemble pour mettre immédiatement fin aux inégalités dont sont principalement victimes les femmes et la communauté LGBTI. C'est pourquoi nous vous invitons à œuvrer aux côtés des organisations d'inspiration religieuse, des Églises, des gouvernements, des organisations multilatérales et de la société civile en menant les actions suivantes. Celles-ci impliquent différents niveaux de notre travail dans le domaine de la diaconie œcuménique et peuvent contribuer de manière efficace à la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, que nous reconnaissons comme étant un outil précieux destiné à promouvoir la plénitude de la vie pour toutes et tous :

1. Exprimer et défendre publiquement les positions fondées sur les droits, contre les débats sur «l'idéologie du genre» et sur les manipulations électorales et les politiques qui exploitent le sentiment religieux.
2. Renforcer les alliances et les pratiques avec les Églises et les organisations œcuméniques et chrétiennes en faveur des droits des femmes et de la communauté LGBTI, dans une perspective théologique compatible avec les droits humains et fondée sur l'amour et l'inclusion.
3. Promouvoir la tolérance zéro vis-à-vis des violences à l'égard des femmes, des filles et de la communauté LGBTI, en dénonçant et condamnant les violences commises au sein des Églises. Il est urgent d'adopter une attitude autocritique à l'égard des violences sexistes perpétrées à l'intérieur des Églises et de revoir les discours tenus, parfois favorables à une tolérance vis-à-vis des violences au sein de la famille.
4. Participer à l'éducation des hommes et des femmes quant au partage équitable des responsabilités dans et en dehors du foyer, afin d'éviter que les femmes consacrent beaucoup plus de temps que les hommes à certaines tâches domestiques non rémunérées.
5. Encourager le leadership et la participation des femmes au niveau communautaire et dans les structures ecclésiales.
6. Promouvoir les formes de masculinités qui vont à l'encontre des pratiques et des comportements générateurs de violences et d'inégalités dans les différentes sphères de la vie sociale, en particulier au sein de nos paroisses et communautés de foi.
7. Instituer un dialogue interreligieux afin de sensibiliser les communautés et de favoriser une compréhension et un regard critique sur les facteurs qui entraînent des taux élevés de grossesse chez les adolescentes, ainsi que des taux de mortalité et de morbidité élevés dus au non-respect des droits sexuels et reproductifs (DSR).
8. Accompagner les responsables communautaires (hommes et femmes) dans la revendication de leurs droits humains et environnementaux, et faire preuve de fermeté et de détermination afin de mettre en lumière à temps les risques auxquels ils sont confrontés lorsqu'ils dénoncent la destruction de la planète.

⁷ À quel prix?: Entreprises irresponsables et l'assassinat de personnes défendant la terre et l'environnement en 2017: <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/a-qu%C3%A9-precio/>

9. Renforcer, grâce à nos programmes et projets diaconiques, les capacités entrepreneuriales des femmes et leurs initiatives en faveur du développement durable de leur famille et de leur communauté.
 10. Offrir une attention et un accueil particuliers aux femmes des communautés de migrants et à leur famille, non seulement au travers d'une aide humanitaire en temps voulu, mais également par un soutien spirituel et une assistance psychosociale.
-

ADHÉSIONS DES FORUMS

ACT Argentine

Nicolas Rosenthal – Hora de Obrar (Coordinador Foro)

Caterina Bain – CREAS

Marcelo Leites – FUMEC ALC

ACT Brésil

Romi Bencke – Concejo de Iglesias Evangélicas de Brasil

Rafael Soares de Oliveira – Koinonia

Cibele Kuss – Fundacion Luterana de Diaconia

Waneska Bonfim – Diaconia Brasil

Sonia Gomez – CESE

ACT Colombie

Mattias Brunander – Diakonia Regional para América Latina

Thomas Mortensen – Christian Aid

Jairo Barriga – Iglesia Presbiteriana de Colombia

Andrés Alba – Iglesia Sueca

ACT Costa Rica

Oscar Retana – Iglesia Luterana de Costa Rica – ILCO

ACT El Salvador

Tomasita Moran – Coordinadora de Foro

ACT Guatemala

Luis Sarpec, Judith Castañeda – CEDEPCA

Flory Yax- NCA

ACT Honduras

Reina Rivera, Diakonia – Coordinadora Foro

ACT Nicaragua

Evenor Jerez – CEPAD

Jairo Arce – Centro Intereclesial de Estudios Teológicos y Sociales – CIEETS

ACT Pérou

Edelvis Rodríguez – Diaconía Perú

Communauté de pratique de la Justice de Genre dans l'Amérique latine et les caraïbes

Renate Gierus – Conselho de Missão entre Povos Indígenas – COMIN, Brasil.

Tania Mairena Alvarez – Centro Intereclesial de Estudios Teológicos y Sociales – CIEETS

Claudia Gómez – Diakonia América Latina
Laura Chacón – Centro Regional de Asesoría y Servicio, CREAS
Zoraya Urbina – Federación Luterana Mundia, El Salvador
Sarah Roure – Christian Aid, Brasil
Marilia Schüller – Koinonia, Brasil
Oscar Retana – Iglesia Luterana de Costa Rica, ILCO.